



Suisse-UE: l'espoir revit

OPINION

Au moment de prendre acte avec satisfaction de l'aboutissement des négociations entre la Suisse et l'Union européenne, le Conseil fédéral s'est vu confronté au branle-bas des protectionnistes traditionnels de la gauche syndicale et de la droite du *Alleingang* («repli sur soi»). Les uns ont réclamé des mesures d'accompagnement pour protéger les salaires, les autres se sont approprié des éléments de notre patrimoine – jougs de bœuf, sonnaillles, hallebardes et menottes – comme instruments pédagogiques pour faire peur aux gens.

Face au brouhaha provoqué par les forcenés du verrouillage, d'autres se sont mis au travail pour réunir les conditions permettant d'amener à bon port cette entreprise, effaçant les deux échecs qu'ont connus nos rapports avec l'Union européenne. Il s'agit du refus de l'Espace économique européen (EEE) en 1992 et de la rupture par le Conseil fédéral des négociations sur l'accord institutionnel en 2021. Philippe Nell, par exemple, un chevronné de la diplomatie économique, fournit l'étude la plus détaillée et la plus instructive sur la marche des tractations menées par les négociateurs suisses avec l'Union européenne*.

Profitant de la libération des archives du Conseil fédéral du début des années 1990, il est maintenant possible de décortiquer de manière approfondie les circonstances de la demande d'adhésion de 1992 et de l'échec du vote sur l'EEE quelques mois plus tard. A quoi s'ajoute l'analyse détaillée du naufrage de l'accord institutionnel dans les méandres du parlement. Parallèlement, les négociations entre les syndicats et le patronat ont permis de parvenir à un dénouement important au moment des votes éventuels.

JOSEPH DEISS
ANCIEN CONSEILLER FÉDÉRAL
ANCIEN PROFESSEUR D'ÉCONOMIE

L'avenir de la Suisse se joue maintenant et cette fois nous n'aurons pas de plan B

Il faut que tout le pays soit conscient d'à quel point les traités bilatéraux, à défaut de mise à jour, sont exposés aux pièges institutionnels et à l'obsolescence. Après des décennies de laisser-aller, la Suisse se retrouverait les mains vides au vu de la caducité des textes. Les adversaires sont avertis. A vouloir couper tous les ponts, notre pays se trouverait très vite désarmé.

Il faut l'affirmer haut et fort: la Suisse a obtenu un excellent résultat, avec une participation au marché intérieur taillée sur mesure, une sécurité juridique, des régimes particuliers et des exceptions au droit de l'UE.

Non, en vingt-cinq ans de pratique, la libre circulation des personnes avec l'UE n'a pas nivelé les salaires suisses, sans quoi les syndicats n'auraient plus de quoi revendiquer le maintien du décalage par

rapport à l'UE. C'est vrai aussi pour les travailleurs détachés, dont la Suisse en délègue beaucoup plus que les Européens. Il n'y a pas de raison que tout cela change et l'accord entre patronat et syndicats en est un garant additionnel. De même, le maintien de la clause de sauvegarde n'est pas un problème, car le Conseil fédéral et le parlement possèdent les moyens pour l'aménager. Enfin, l'intégration de notre pays dans les mécanismes d'alimentation électrique sûre à l'échelle du continent est un avantage. Demandez aux Espagnols!

Alors, à défaut de leur trouver des poux, on s'efforce d'entraver la ratification des accords. Disons-le d'emblée, les arguments à l'emporte-pièce sont sans fondement. La Suisse ne se soumet pas à l'UE, ne met pas en danger sa démocratie directe, ne sera pas contrainte d'adopter automatiquement le droit de l'UE et ne se soumet pas à la Cour de justice de l'UE. Quant à l'exigence d'un double oui – du peuple et des cantons – en cas de référendum, elle est contraire à la Constitution. Les textes sont clairs à ce sujet.

L'usage abusif et populiste de nos instruments de démocratie directe se retrouve dans nombre d'autres initiatives, aux en-têtes alléchants et hypocrites, destinées à liquider en catimini des traités acceptés, parfois à plusieurs reprises, par vote populaire. Avec «Pas de Suisse à 10 millions», «Pour la protection des frontières», «Sauvegarder la neutralité suisse» ou «Boussole», un véritable pilonnage a été mis en place.

L'avenir de la Suisse se joue maintenant et cette fois nous n'aurons pas de plan B. ■

* *Négociations Suisse-Union européenne. Regard critique sur deux grands échecs et nouveaux espoirs*, Philippe Nell, Slatkine (2025)